

Séminaire national



**AGIR LOCALEMENT  
CONTRE LES  
DISCRIMINATIONS :**

**le rôle des élu-e-s, de l'Etat et de la société civile**

Vendredi 28 novembre 2008

de **9h30 à 16h30**

Centre international de séjour de Paris (CISP) Maurice Ravel  
Théâtre Ravel - 6, avenue Maurice Ravel - 75012 Paris  
*(Métro : Bel-Air ; Porte de Vincennes ; ou Porte Dorée)*



Réseau national  
des Centres de ressources  
pour la Politique de la ville



avec l'appui et le soutien financier de :





## Présentation de la journée de travail

---

**D**eux réseaux de centres de ressources, le réseau Ressources pour l’Égalité des Chances et l’Intégration (RECI) et le Réseau national des centres de ressources pour la Politique de la Ville, ont engagé avec le soutien de l’Acsé une démarche conjointe d’analyse et de capitalisation de projets visant à la prévention ou la lutte contre les discriminations et mobilisant plusieurs acteurs d’un même territoire.

Les projets de prévention et de lutte contre les discriminations sont souvent affaire de personnes plus que de structures, une des conditions de réussite d’une démarche territorialisée est donc que la conviction rejoigne la fonction. De plus il est évident que l’on ne peut considérer agir durablement sur un phénomène sans mettre au centre de l’action les premiers concernés : les personnes qui le subissent.

Notre projet **Discriminations & Territoires** a repéré comment pouvaient se rejoindre, dans leurs résultats, deux types d’actions parfois difficilement conciliables dans leur approche :

- ▶ Des actions émanant de la société civile et affichant des objectifs de cohésion sociale prenant trop peu en compte les situations discriminatoires,
- ▶ Des actions (trop ?) ciblées de lutte contre les discriminations portées par l’État ou les collectivités qui peinent souvent à essaimer en dehors de l’institution qui les porte, à créer une dynamique territoriale.

**Quarante actions réalisées sur huit régions** ont ainsi été identifiées, puis analysées par Olivier Noël - chercheur à l’ISCRA - afin de dégager des enseignements qui puissent aider à l’action locale.

Cette journée de travail organisée au niveau national a pour objectif de **restituer les constats issus de l’analyse, de les mettre en débat et de proposer des pistes d’action** : Comment sur chaque territoire expliciter les concepts, construire un langage commun ? Comment combiner les approches de prévention et de lutte contre les discriminations ? Comment prendre en compte la parole des victimes ? Quelle est la place de l’État, des élus locaux ? Quelles initiatives peuvent-ils ou doivent-ils prendre, impulser ou soutenir ? Quelle animation développer avec les acteurs de la société civile... ? Comment définir le niveau et la légitimité de la fonction de pilotage à l’échelle des territoires ?

La mise en œuvre de démarches locales de lutte contre les discriminations sur les territoires reste complexe, pourtant la mobilisation de tous les acteurs est nécessaire : Etat, collectivités, personnes confrontées aux discriminations, société civile.

Cette contribution collective vise alors à participer à une redéfinition d’une politique volontariste et partagée de lutte contre les discriminations, qui implique autant les niveaux locaux que nationaux.

L’association **Ville et Banlieue** s’est associée à ce séminaire pour partager ses propositions en matière de politiques locales et manifester sa volonté de s’engager dans la mise en œuvre d’initiatives dans les territoires.



## Programme de la journée de travail

---

- 9h30** Accueil
- 10h00** **Ouverture et introduction**  
**Arnaud DEHEDIN** et **Frédéric TRECA** - Réseaux RECI et Centre de ressources Politique de la Ville ; **Claude DILAIN** - Maire de Clichy-sous-Bois et Président de Ville et Banlieue ; **Emmanuel BERTIN** - Direction générale de l’Acsé
- 10h30** **Restitution de l’étude**  
“LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS À L’ÉPREUVE DU TEMPS ET DES TERRITOIRES : RÔLE DES ÉLUS LOCAUX, PLACE DES VICTIMES ET CONFIGURATIONS D’ACTION LOCALES”  
**portant sur quarante initiatives locales menées sur huit régions**  
**Analyses et préconisations**, par Olivier NOËL (Iscra)
- 11h30** **Illustrations et mise en débat des constats et des analyses**,  
avec la participation de :  
**Damien CARÊME** - Maire de Grande Synthe (Nord)  
Une direction Régionale de l’**Acsé**  
**Virginie BRUGUES** - Chargée de développement FACE Paris et Seine-Saint-Denis  
**Mohamed CHERIF** - Directeur du CIAM Collectif Interculturel d’Associations de Migrants (Reims)
- 12h30** Déjeuner au CISP (*règlement sur place*)
- 14h00** **Regard d’un partenaire belge sur les modes de penser et de faire des acteurs français en matière de lutte contre les discriminations**  
**Pierre-Arnaud PERROUTY** - Chercheur au Centre de philosophie du droit de l’Université libre de Bruxelles et Conseiller à la Ligue belge des Droits de l’Homme
- 14h45** **Table-ronde**  
“La lutte contre les discriminations dans les territoires : propositions et nouveaux modes d’action”, avec la participation de :  
Un-e élu-e de **Ville & Banlieue**  
**Jocelyne BAC** - Directrice du service prévention et lutte contre les discriminations à l’Acsé  
**Caroline LADOUS** - Chargée de mission à Fédération des Centres sociaux de France  
**Abdelkader SOUIFI** - Président d’ARCAD69 (Rhône-Alpes)
- 16h30** **Perspectives par le réseau RECI et le Réseau national des Centres de ressources pour la politique de la ville**

# RENSEIGNEMENTS

Pour tout contact :



■ **Espace Picard pour l'Intégration (EPI)**

03 22 91 92 38

contact@epi-centre.org



■ **Institut Régional de la Ville (IREV)**

03 20 25 10 29

contact@irev.fr

Liens :

- [www.reseau-reci.org](http://www.reseau-reci.org)
- [www.lacse.fr](http://www.lacse.fr)
- [www.ville-et-banlieue.org](http://www.ville-et-banlieue.org)

Membres du Réseau RECI ou du Réseau national des centres de ressources pour la politique de la ville, acteurs du projet "Discriminations & Territoires" :

- Arifor (Champagne-Ardenne),
- Centre de ressources Cohésion sociale urbaine (Réunion),
- Centre de ressources Guyane,
- Centre de ressources et d'observation de la cohésion sociale (Mayotte),
- CID (Pays de la Loire),
- Cofrimi (Midi-Pyrénées),
- CR-DSU (Rhône-Alpes),
- CREFE (Rhône-Alpes),
- CRPVE (Essonne),
- CRPV PACA,
- EPI (Picardie),
- IREV (Nord-pas-de-Calais),
- ODTI (Isère),
- ORIV (Alsace),
- Pôle de ressources Ville et Développement Social (Val-d'Oise),
- Pôle de ressources Ville et Intégration (Ville de Paris),
- PQA (Aquitaine),
- Profession Banlieue (Seine-Saint-Denis),
- RésO Villes (Bretagne, Pays de la Loire),
- Ressources et Territoires (Midi-Pyrénées),
- Trajectoire Ressources (Franche-Comté),
- Villes au Carré (Centre, Poitou-Charentes),
- Ville Caraïbe (Martinique).

avec l'appui et le soutien financier de :

